

L'ajournement

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 66 du Règlement.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LE NICARAGUA—LE
FINANCEMENT DES CONTRAS PAR LES ÉTATS-UNIS / LA
POSITION DU MINISTRE

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, le 17 septembre, j'ai demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) s'il comptait exprimer clairement l'opposition du Canada à ce que les États-Unis d'Amérique, continuent à financer les Contras au Nicaragua.

Dans le passé, le Canada notamment le premier ministre (M. Mulroney), a signalé son opposition en général à toute ingérence étrangère dans la région, à toute aide militaire, ainsi de suite. Nous n'avons toutefois pas été très précis et nous avons négligé de rappeler que le grand coupable dans la région, ce sont les États-Unis qui ont financé les soi-disant combattants de la liberté au Nicaragua, lesquels se battent en réalité contre le progrès.

Quand le premier ministre l'a rappelé l'an dernier devant des journalistes réunis à Vancouver, les États-Unis n'y ont pratiquement pas prêté attention. Nous n'avions pas été suffisamment fermes. Teddy Roosevelt disait que l'Amérique devait parler avec douceur, mais faire preuve d'autoritarisme. Or le Canada ne pratique pas l'autoritarisme et nous aurions donc intérêt à élever le ton.

Cela est d'autant plus important à l'heure actuelle, alors que les cinq nations de l'Amérique centrale recherchent désespérément la paix. Le 7 août, ces cinq nations se sont réunies au Guatemala et ont conclu un accord de paix prévoyant l'amnistie, le cessez-le-feu, le retrait de toutes les troupes étrangères et la cessation de l'aide militaire étrangère aux guérilleros. Lorsque je me suis rendu, avec d'autres Canadiens et notamment le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy), au Nicaragua au début de septembre dans le cadre de la mission de paix, nous avons rencontré un large éventail de personnes, allant du campesino et du sociétaire de coopérative au vice-président Sergio Ramirez.

• (1800)

Nous avons constaté partout que les gens étaient très inquiets. Ils voulaient la paix et ils étaient soucieux de s'assurer que le Nicaragua respecte l'accord de Guatemala. A titre d'exemple, on a nommé la commission de réconciliation et on en a confié la présidence au cardinal Obando y Bravo, l'un des opposants les plus farouches du gouvernement nicaraguayen, le régime sandiniste. On constate donc une volonté réelle de favoriser un rapprochement entre les divers éléments de la société du Nicaragua et de respecter les conditions de la paix.

Partout où nous sommes allés, les gens discutaient de la question de l'amnistie des Contras. C'était le cas notamment dans le milieu des coopératives. Nous avons également rencontré un groupe de mères qui avaient perdu des enfants à la guerre. «Comme chrétiennes et comme révolutionnaires, nous a dit l'une d'entre elles, nous croyons qu'il faut pardonner à ces gens et les accueillir à nouveau parmi nous». Le même esprit était manifeste à tous les niveaux de la société.

Nous avons assisté à la réouverture du journal *La Prensa*, au nom de la liberté de presse et malgré le coût élevé de cette initiative en termes de sécurité nationale. Le Canada ne tolérerait jamais la publication d'informations susceptibles de mettre en danger les Forces armées du pays en temps de guerre.

Le principal obstacle à la paix en Amérique centrale est bien connu, comme nous l'ont répété tous ceux à qui nous avons parlé. Il s'agit du financement des Contras par les États-Unis. Nous faisons face à une véritable obsession de la part du président Ronald Reagan. Il exerce une vendetta contre la population du Nicaragua en finançant un groupe de mercenaires qui ne sont nullement intéressés à se mesurer avec l'armée du Nicaragua mais qui attaquent plutôt des coopératives, des centres de santé et des établissements scolaires. Une école construite par des bénévoles canadiens a été brûlée. Ces Contras financés par les États-Unis ont détruit une exploitation agricole financée par le groupe *Farmers for Peace* de l'Alberta. Il est temps que le Canada unisse sa voix à celle d'autres pays pour faire savoir qu'aucun pays du monde digne de ce nom n'approuve les gestes que pose le président Ronald Reagan et que ce dernier agit tout à fait à l'encontre de l'opinion mondiale.

Le Canada a fait savoir qu'il était disposé à contribuer au processus de paix en participant aux activités de vérification et possiblement par une contribution financière. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a appris aujourd'hui qu'il allait se rendre en Amérique centrale. La nouvelle est bonne et il s'agit du genre d'initiative que nous accueillons favorablement. Le Canada doit avant tout affirmer nettement que l'obstacle fondamental à la paix en Amérique centrale est l'aide financière soutenue que les États-Unis et le gouvernement Reagan accordent aux Contras.

Je prie instamment le gouvernement de trouver le courage de s'exprimer ainsi clairement et explicitement.

M. Pat Binns (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je m'empresse de répondre au député de Cowichan—Malahat—Les Îles (M. Manly) au nom du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark). Je sais que le ministre partage nombre des préoccupations énoncées par le député et ses collègues ainsi que par des députés de l'opposition officielle.

Quand cela a été soulevé durant la période des questions, le ministre a répondu qu'il accueillait avec satisfaction l'initiative prise par le député, son collègue et d'autres et voilà pourquoi il s'efforce de recourir à tous les moyens pratiques.

Le député a proposé que le gouvernement du Canada prenne des mesures énergiques dans ce domaine. Je peux assurer au député, par l'intermédiaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures que c'est précisément ce que fait le gouvernement. La position du gouvernement canadien au sujet de l'Amérique centrale a été exposée très nettement en maintes occasions à la Chambre, dans des déclarations et des discours publics, aux médias et aux divers gouvernements en cause dans les conflits en Amérique centrale. Nous nous opposons à l'intervention de tiers pays dans la région, quel qu'il soit, y compris le soutien accordé aux Contras au Nicaragua.